

## Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? ".

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de la faire passer pour le seul et l'unique visionnaire.

Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de la faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

## Pour normaliser les relations entre Kinshasa et Kigali

# Une feuille de route adoptée à Luanda

(Lire en page 16)



Une conférence de presse animée par les trois chefs d'Etat à l'issue de la tripartite de Luanda sur la crise entre la RDC et le Rwanda. Photo Droits Tiers

## Les évêques du Burundi et du Rwanda à Kinshasa pour une Assemblée plénière de l'ACEAC

(Page 3)

## JISA : L'Asbl "Fière de l'être " sensible à travers un défilé de mode des mannequins albinos

(Lire en page 9)

### Annonce

\* **AMBASSADE DES USA : TENDER NUMBER: 19CG5022T0001** .....P.3

\* **BCECO: REPORT DE LA DATE DE REMISE DES DOSSIERS** .....P.7

Cité par le Pr Maïndo parmi les commanditaires des perquisitions de sa résidence privée à Kisangani dans la Tshopo

## La réaction du gouverneur a.i Maurice Abibu

(Page 11)

**English Issue**  
**Launch at CWB of the 5th edition of "Rumba Mokili (P. 15) Mobimba" festival**

## Assemblée nationale : une loi sur 44 arriérés examinée au cours de la session passée

Le baromètre de l'activité parlementaire et de l'action gouvernementale Talatala revient sur la session de mars à l'Assemblée nationale. Ainsi, il passe en revue les différentes propositions des lois qui trainent dans les tiroirs de cette institution. Dans une publication de ce 4 juillet, il révèle que 44 propositions attendaient leur adoption depuis la session de septembre 2021.

Talatala, le projet du Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) s'est intéressé sur un ensemble de 80 propositions des lois. 44 d'entre elles sont qualifiées des arriérés législatifs à l'Assemblée nationale. Il s'agit des textes qui sont toujours alignés sur le calendrier des travaux, mais jamais adoptés. S'agit-il du manque de temps ? De la nécessité ? D'urgence ? Ou stratégiquement recalés sur base des calculs politiques ? Talatala fait un décryptage intéressant. Pour Talatala, les espoirs ont vite disparu, aussitôt nés. "Beaucoup ont cru alors que les députés nationaux allaient se pencher sur les propositions et projets de loi qui touchent réellement au quotidien de la population. D'autant qu'au début de la session de mars 2022, le bureau de l'Assemblée nationale avait pourtant présenté un calendrier des travaux ambitieux comportant 80 matières", fait remarquer Talatala.

### Des arriérés sans espoir

Parmi les arriérés législatifs de la session de septembre 2021 alignés dans le calendrier des travaux de la session de mars 2022, un seul a été examiné. Il s'agit de la proposition de loi modifiant et complétant la loi électorale. Celle-ci avait été déposée le 17 décembre 2021. Et sur le répertoire des textes non examinés, on dénombre 32 matières alors que 11 autres textes sont en cours d'examen en commission. Il s'agit à la fois des textes relatifs au social, à la sécurité, à la lutte contre la corruption. D'autres textes concernent aussi l'organisation de tribunaux de commerce, la lutte contre le tribalisme et l'accès à l'information.

Une autre proposition traîne depuis 2019. C'est, par exemple, la proposition de loi modifiant la loi de 2018 rela-

tive au statut des anciens présidents de la République élus et fixant les avantages accordés aux anciens chefs de corps constitué. En plus de

tions marquées et motivées politiquement.

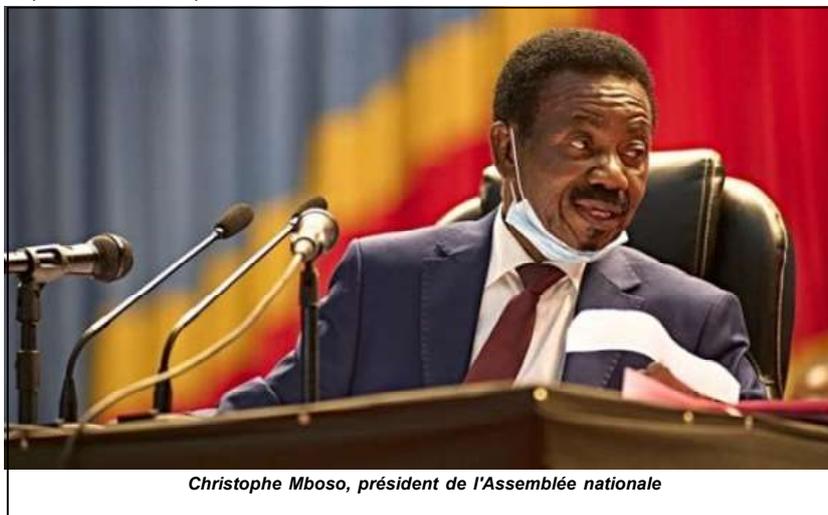
L'autre niveau de blocage, c'est le gouvernement. "Le gouvernement dépose rare-

ment ou avec retard les projets de loi programmés au calendrier d'une session. Plus encore, ne donne pas non plus toujours ses avis sur chaque proposition de loi dans les 15 jours de la transmission du texte à examiner", explique Talatala.

Le troisième niveau de blocage, c'est le bureau de cette institution. "Le bureau de l'Assemblée nationale ne soumet pas toujours le texte concerné au débat général. Car le règlement intérieur de la chambre basse est pourtant

examen, à la commission permanente compétente", précise encore Talatala. Il faut noter que les commissions parlementaires permanentes jouent aussi un rôle dans ce cumul d'arriérés. Car, rare sont les fois où elles respectent le délai de remise du rapport de leur travail. "Donc à cette allure, il sera difficile de se défaire des arriérés législatifs à l'Assemblée nationale", conclut Talatala.

Magazine La Guardia / LRP



Christophe Mboso, président de l'Assemblée nationale

celle-ci, il y a celle qui vise la dissolution du CNSA. Mais également d'autres projets continuent à attendre leur adoption.

### Qui bloque et pour quoi ?

En effet, selon Talatala, les députés se penchent rarement sur les textes qui touchent aux préoccupations sociales des Congolais. Ils semblent apporter plus d'énergie et de temps sur les matières ayant trait aux ques-

## Assemblée nationale: 22 lois adoptées au cours de la session de mars

L'Assemblée nationale a tenu 26 plénières, adopté 22 lois et plusieurs procès-verbaux au cours de la session de mars dernière, a indiqué son rapporteur, Joseph Lembi Libula, lundi 4 juillet.

"Il y a au total, 22 lois dont 15 projets de ratification, 5 projets portant autorisation de la prorogation de l'état de siège, la loi d'habilitation et la loi dite électorale", a précisé à révéler le rapporteur de l'Assemblée nationale.

Il a en effet parlé d'un bilan plutôt positif de différentes activités exclusivement parlementaires, de la session ordinaire de mars 2022, qui s'est achevée le 15 juin.

Devant la presse parlementaire, le rapporteur de l'Assemblée nationale a présenté le condensé des activités parlementaires, législatives et non législatives.

"Il est utile de rappeler que les activités non législatives concernent essentiellement la validation des pouvoirs, les auditions en commissions, l'approbation par

d'incompatibilité et deux décodés", a indiqué Joseph Lembi.

Outres plusieurs propositions de loi sous examen en commissions, l'Assemblée



(Photo d'illustration) Palais du peuple. Kinshasa le 09 novembre 2021. Radio Okapi/Ph. Jonathan Fuanani

l'Assemblée nationale et le contrôle parlementaire. S'agissant de la validation des pouvoirs, l'Assemblée nationale a validé huit suppléants dont six en remplacement des députés frappés

nationale même dans le cadre de la diplomatie parlementaire, un plaidoyer à l'international pour la condamnation de l'agression rwandaise, a-t-il renchéri.

RO/LRP

## La Référence

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des  
Avenues 24 Novembre - Ngele / C  
Lingwala (en face de l'Académie  
des Beaux Arts)  
Phone : 0999923379

E-mail: reference\_20ans@yahoo.  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication  
N°041/SGC/063/92  
\*\*\*\*\*

### Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
0814234602

### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)  
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)  
Martinez Ngyaluka  
(0998893030)

Dominique Kadimamuya  
(0991564565)

### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
0998129128

### Rédaction Générale

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastasié Mukawa  
(0990012819, 0825329453)  
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Ngyke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

### English Issue

John Nkwady Kankolong

### Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah

### Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

### Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151

44914 - 089 5098679

### Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga

Esther Seluwa

### Imprimerie

ILAREF

## Professeur Arsène Mwaka : " Il est incorrect de dire "guerre de l'Est" alors que ces violences finissent cycliquement par englober l'ensemble du pays "

La situation sécuritaire de la République démocratique du Congo (RDC) devenue instable dans sa partie Est est une matière qui domine des débats ces jours à travers le pays et dans la région des grands lacs.

Arsène Mwaka Bwenge Bwambale, politologue, professeur à l'université de Kinshasa et dans d'autres institutions, veut que le congolais corrige son langage dans le narratif concernant le conflit et les violences qui se passent en RDC. Pour lui, il serait incorrect de dire "guerre de l'Est" alors que ces violences finissent cycliquement par englober l'ensemble du pays.

Il s'agit selon lui d'une "guerre de la RDC" et des "violences de la RDC", qui se sont enracinées dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Et pour les comprendre, il faut les situer dans un "système complexe d'insécurité" ayant son nœud dans les "ratés de la gouvernance sécuritaire impensée des régimes politiques qui vont de Mobutu en passant par Laurent-Désiré Kabila,

Joseph Kabila jusqu'à Félix Tshisekedi".

C'est au nom de ce système com-



Professeur Arsène Mwaka

plexe d'insécurité que l'on observe que certains dirigeants politiques signent des accords avec les agresseurs à boutter hors des frontières nationales, qui s'en prennent aux "patriotes qui essaient de s'en prendre aux entre-

preneurs d'insécurité" qu'ils refusent d'attaquer sérieusement jusqu'à les suivre dans les pays qui les héber-

gent et les soutiennent.

La guerre et la conflictualité étant rentabilisées, vouloir y mettre fin c'est menacer les intérêts des "bandits sociaux et politiques" qui continuent à se nourrir de cette insécurité permanente. C'est à ces propos que certains s'enrichissent sur le sang des innocents qui meurent continuellement.

Le professeur Arsène Mwaka Bwenge Bwambale a dit ces propos dans une matinée politique au siège national de l'ECIDé à Kinshasa le mardi 5 juillet 2022. Cette conférence a porté sur les ressorts des conflits et des violences persistants dans l'Est de la RDC. Il a proposé aux autorités de structurer une "politique de puissance étatique", s'appuyant sur des piliers comme le "patriotisme et la compétence des dirigeants politiques, la centralité de la sécurité dans toute action nationale et locale, la reconsidération de la politique et de la législation congolaise des ressources naturelles, la réorientation de la politique congolaise vis-à-vis de ses voisins ainsi que son adhésion dans les regroupements régionaux".

Il est insensé, selon lui, que d'autres prennent la RDC comme un marché de leurs agriculteurs et industriels sans que le Congo soit capable de dire ce qu'il tirera de ces communautés dans lesquelles il se trouve. Et d'ajouter que le congolais devrait refuser d'accepter le "non politique" qui préside la destinée du pays de l'indépendance jusqu'à ce jour.

MCP/LRP

### Tender Number: 19CG5022T0001 The American Embassy - Standard Tender of Service Request Packing, Customs Clearing and Delivery Services

The Embassy of the United States of America is seeking companies for packing of goods, customs clearance, and delivery services. This Tender of Service (TOS) provides terms and conditions for the transportation and all related services required by the U.S. Embassy, Kinshasa.

If you are interested in submitting a proposal for these services, and your company can meet the minimum requirements listed below, please submit a request for the full tender package to the address listed here. Submit your request for a tender package to the email address of KinshasaTOS@state.gov

Complete proposal package must be submitted by August 01, 2022, at 1700 hours to e-mail address KinshasaTOS@state.gov No proposals will be accepted after this time.

#### BASIC REQUIREMENTS:

\* A valid copy of licenses and memberships of the organizations of the international for Freight Forwarding Association (FIATA), IAM International Association of Movers, (FIDI) Federation of International Furniture Removers Industry

\* All clearing and forwarding agents used should have a valid customs agent license

\* Local registration. (a copy of the company's local business registration RCCM, ID NAT, etc.)

\* Evidence that the sub-contractor and the TSP operate an established business with a permanent address and telephone numbers within D.R. Congo.

\* List of five largest clients (by volume) during the past 3 (three) years, demonstrating prior experience with relevant past performance reports. Reference information shall include client contact information (name, positions, phone number, e-mail, and address).

\* Evidence the offeror/quoter has all the licenses and permits required by DR Congo law.

\* Names of transporting companies if sub-contractors are used for road freight assignments.

\* Certificate of Insurance for goods in transit and while in warehouse facilities. If the insurance expires during the tender a renewed proof of insurance shall be provided.

\* Evidence the offeror/quoter has the equipment, personnel and financial resources needed to perform the work requested within this tender.

\* A hardcopy brochure/publication used to highlight a company's benefits, products and of the organization with a history of the services for customers.

\* Current financial statements, as well as the last three years.

\* Rate quote sheet for services provided.

\* Evidence of the current Customs Broker license.

\* The TSP shall provide the contact information for the primary points of contact, who will be responsible for tracking and tracing of shipments, arrival/departure schedules of the road freight, shipping, and delivery information.

## Les évêques du Burundi et du Rwanda à Kinshasa pour une Assemblée plénière de l'ACEAC

Quelques évêques de la République du Burundi et l'archevêque de Bujumbura, Mgr Banshimiyubusa sont arrivés mercredi à Kinshasa en provenance de Bujumbura pour participer du 06 au 10 juillet à Kinshasa, à la 14ème Assemblée plénière de l'ACEAC (Association des conférences épiscopales de l'Afrique centrale), réunissant les évêques de la RDC, du Burundi et du Rwanda.

La délégation des évêques rwandais qui est arrivée dans la soirée, comprend également le cardinal Antoine Kambanda, archevêque de Kigali.

La marche de l'Eglise catholique, la paix et la sécurité ainsi que les conditions de vie des enfants de Dieu dans la sous-région, feraient l'objet de discussions au cours de cette grande rencontre, a affirmé une proche de la délégation burundaise.

Il sied de noter qu'en octobre 2021 au centre Caritas de Kinshasa à Kinshasa, les évêques du Rwanda, du Burundi et de la RDC, membres de l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale (ACEAC), avaient réfléchi sur la " fragilité sociale ", qui affecte des populations de la sous-région.

La promotion de la protection sociale se fragilise dans ces trois pays. Et face à cette question, les membres de l'ACEAC prônent leur " colla-

boration commune ", pour répondre à la solidarité mondiale en faveur des pauvres et vulnérables. Cette solidarité passe notamment par les soins de santé des populations pauvres.

" Dans la santé, on voit la fragilité des personnes vulnérables quand on n'a pas de soins. On a fait les mutuels de santé. Chacun contribue. Les pauvres qui n'ont pas de contribution, l'Eglise et la Caritas payent pour eux ", avait expliqué le Cardinal Antoine Kambanda, archevêque de Kigali, donant ainsi l'exemple du Rwanda.

Cette session d'octobre 2021 a levé des options sur la " carence des thématiques de protection sociale, la rationalisation des moyens à la disposition des églises de la sous-région en partenariat avec les autorités étatiques ".

Pour sa part, le Cardinal Fridolin Ambongo, avait rappelé que l'Eglise est présente dans les milieux les plus reculés de la RDC, où l'Etat est presque absent. D'où, elle peut être un partenaire essentiel au développement. Il avait fondé l'espoir que le gouvernement pourra manifester son accord dans cette solidarité sociale :

Ces réflexions des prélats membres de l'ACEAC répondent à l'appel du pape François sur la solidarité mondiale.

LRP

## CENI : Kadima décline les kits de 40 millions d'euros pour une autre commande

Après le report constaté le 1er juillet, le président de la CENI, Denis Kadima Kazadi, a

chaque entreprise doit au préalable verser au trésor via une banque de la place contre réc-

que des services connexes, mais également fixé leur prix. Les kits électoraux utilisés lors de dernières élections de 2018, ont été négociés par le Bureau central de coordination des projets, BCECO, auprès de la firme Demalto, filiale de Thalès, pour 40.047.409,40 d'euros, environ 42 millions de dollars, hors taxes, fin

nouveler, et de plus, à un coût qui n'a point été convenu au préalable.

Pour cet ex-cadre de la CENI, les kits de Demalto n'étaient pas d'usage unique ! Mais selon une source bien renseignée à l'Office national de l'identification de la population (ONIP), Demalto/Tha-



fixé rendez-vous aux entreprises qui ont soumissionné de venir, au plus tard ce 8 juillet 2022, déposer leurs kits d'enrôlement, des cartes d'électeurs et services connexes dans le cadre de la révision du fichier électoral au siège de la centrale électorale, ex-BCE. Et soixante-douze heures après, soit le 11 juillet 2022, les entreprises soumissionnaires seront

missé de la DGRAD une caution non remboursable de 2.200 dollars et disposer d'une garantie bancaire d'au moins 1 million de dollars. Le dépôt des dossiers et des kits pilotes étaient attendus depuis fin juin 2022, à la centrale électorale. Mais l'équipe de Denis Kadima a totalement verrouillé l'information sur des entreprises sou-



2016.

Nombre d'experts estiment que l'alors DG du BCECO, Matondo Mbungu- actuellement pensionnaire du pénitencier de Makala-

lès n'a laissé que le hardware après les élections de 2018, l'intelligence de machines (Soft) et son contenu donc l'identité de plus de 40 millions de RdCongolais enrôlés ont été emportés. Voilà un autre débat par ce temps de recrudescence de la crise identitaire dans l'Est congolais.

Fin juin 2022, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi Kadima, qui a plus d'une fois manifesté un certain ras-le-bol face aux sollicitations pécuniaires de Denis Kadima, soutient avoir déjà versé plus de 68 millions de dollars à la CENI. Cependant, le président de la commission électorale a, maintes fois, déploré que l'argentier national ne faisait pas assez par rapport au timing de la tenue des élections.

Le rapporteur-adjoint de la CENI, Paul Mohindo, a pourtant proclamé urbi et orbi que " le glissement n'est pas une option pour la centrale électorale ". Même son de cloche. Denis Kadima Kazadi a réitéré les mêmes assurances, fin juin 2022, à André Flahaut, ministre d'État du gouvernement fédéral belge. Attendons voir.

**OURAGAN / LRP**



soumises au test de démonstration de fonctionnalité technique de leurs offres respectives devant les experts de la CENI, avec à la clé une production en un temps record de 1000 cartes d'élec-

missionnaires.

### **Plus de 40 millions d'euros des matériels déconsidérés**

Les sociétés en compétition ont, il sied de le rappeler, non seulement proposé du matériel ainsi

pourrait avoir surfacturé le contrat Demalto notamment à coup des taxes. Mais pour autant, les kits de Corneille Naanga se seraient, en si peu de temps, moins de 4 ans ! tous amortis au point que Denis Kadima tienne à tout re-

## Transition énergétique mondiale : un deal entre la RDC, la Zambie et le Madagascar pour le cobalt

La République démocratique du Congo (RDC), qui détient 65 % de la production mondiale du cobalt, gagnerait beaucoup en s'alliant à d'autres producteurs de la région comme la Zambie (2 %) et le Madagascar. Cette proposition de l'organisation sud-africaine SARW vise à encourager une synergie au sein des pays de l'espace SADC afin de faire face au secteur privé étranger qui exerce un monopole de fait sur ce marché très lucratif se chiffrant en centaines de milliards de dollars américains ou plus.

Il n'est un secret pour personne que le besoin en cobalt se fait de plus en plus ressentir dans plusieurs domaines d'activités, dont celui de la très stratégique industrie aérospatiale très peu citée d'ailleurs dans les analyses les plus éclairées des experts africains. Tout semble indiquer que le cobalt est considéré aujourd'hui comme le " métal - solution " pour le changement climatique en raison, notamment, de son utilisation dans la fabrication des batteries pour les véhicules électriques. Si le marché existe bel et bien, l'analyse de SARW repose davantage sur la posture de l'Afrique.

Actuellement, le secteur privé étranger exerce une réelle emprise sur la



production mondiale de ce métal. Pourtant, en travaillant ensemble, l'organisation sud-africaine pense qu'il est possible de renverser la situation : " La RDC, la Zambie et le Madagascar doivent utiliser leur pouvoir de production pour assurer un degré élevé d'enrichissement ou de fabrication en amont dans le continent africain ", estime-t-elle.

En produisant plus de 70 % du co-

balt utilisé à travers le monde, l'Afrique ne doit plus se contenter que de

la fiscalité minière. Kinshasa, on le sait, a pris l'initiative d'ériger le Centre africain d'excellence pour l'industrie des batteries. Il est, d'ailleurs, prévu la pose de la première pierre au mois de décembre prochain dans la province du Haut-Katanga. Entre temps, depuis le 24 juin, les réunions techniques ont bien débuté au niveau des experts pour l'opérationnalisation effective de l'usine des batteries élec-

triques en RDC.

Les thèmes développés concernent, entre autres, l'étude de dimensionnement de cette usine pilote ainsi que les différentes variantes techniques et juridiques avec la création de la zone économique spéciale transfrontalière entre la RDC et la Zambie pour la matérialisation de cette usine. Les experts du Centre africain d'excellence pour l'industrie des batteries et leurs homologues de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique accompagnent ce projet. Pour l'heure, l'espoir est permis, a noté l'un des experts.

En l'espace de trois mois depuis le lancement du Centre, il y a eu, par exemple, des discussions sur la formation à courte durée et à moyenne durée, la formation de master et de bacheliers. Toutefois, d'autres métaux seront mis à contribution dans la fabrication des batteries électriques : nickel, lithium et manganèse. La bonne nouvelle est l'agrément de coopération avec les universités zambiennes et des centres de recherche en Allemagne pour la bonne marche du projet.

Adiac-Congo / LRP

## Les pétroliers appellent à une réforme de la structure des prix du carburant

"Il faut actualiser les paramètres dans la structure des prix et payer le manque à gagner à temps", indique, à Top Congo FM, Emery Mbatshi, Président de l'association des pétroliers de la RDC, alors qu'une forme de rationne-

ment des produits pétroliers est observée depuis un peu plus d'une semaine, dans les stations-service de Kinshasa.



ment des produits pétroliers est observée depuis un peu plus d'une semaine, dans les stations-service de Kinshasa.

"L'actualisation ne signifie pas nécessairement une augmentation du prix à la pompe. Et pour cause, nous sommes dans un secteur hautement stratégique. Il faut éviter des alertes ou parler en toute irresponsabilité", lance le président des pétroliers Congolais.

"Il y a beaucoup de leviers qu'on peut saisir pour essayer de jouer sur les prix. On peut maintenir les prix

### Soucis de réapprovisionnement

inchangés à la pompe en voyant dans la composition de la structure des prix, où on peut grignoter".

S'il n'y pas "rétention des stocks (qui) est une infraction en économie", se défend le président des pétroliers indépendants, "il y a un problème persistant du circuit de réapprovisionnement. L'État, qui subventionne les prix de tous les produits pétroliers que nous vendons, ne paie pas à temps".

Il révèle que "là maintenant, nous sommes presque à 2 semestres sans qu'on ait finalement terminé la certification. Après cela, il faut attendre encore le paiement. C'est cela retard qui crée une difficulté dans le

réapprovisionnement", déduit Emery Mbatshi.

"Là où nous acquérons nos produits, on ne tient pas compte de nos réalités. Nous vendons à perte quand la partie prise en charge n'est pas rapidement compensée. Automatiquement, on est en difficulté", souligne-t-il.

### Préparer les esprits

"Mais si revoir à la hausse peut être une solution, il faut préparer l'opi-

nion à comprendre que cela se passe partout en Afrique avec la guerre qui sévit en Ukraine", préconise Emery Mbatshi.

"On a déjà amorcé les discussions (avec le gouvernement). On verra comment ça va aboutir. Il y a des efforts qui se font, il faut le reconnaître, mais il reste encore beaucoup à faire. Il y a des besoins énormes pour refaire les stocks de consommation".

Top Congo FM / LRP

# La Référence Plus

**L'Info qui libère**

## Afriland First Bank bénéficiera d'un refinancement de 100 milliards de CDF de la BCC pour une totale normalisation de ses opérations

Afriland First Bank CD, une banque commerciale établie en République Démocratique du Congo (RDC), devra bénéficier d'une ligne de crédit à hauteur de 100 milliards de Francs congolais (CDF) soit 50 mil-

lions de dollars américains (USD) auprès de la Banque Centrale du Congo (BCC) pour assurer la totale normalisation de ses opérations.



Cette option a été adoptée par le Conseil des ministres du gouvernement de la RDC après avoir suivi les explications du ministre des Finances, Nicolas Kazadi, le vendredi 1er juillet 2022, lors de la soixantième réunion gouvernementale, sur la situation en rapport avec la mise sous administration provisoire de Afriland First Bank CD.

obligations à l'égard du Trésor public.

A en croire des sources proches du dossier, l'état des lieux opéré par le Comité d'administration provisoire mis en place par la BCC relève un besoin de refinancement de la banque à hauteur d'environ 78,6 milliards de Francs congolais (plus de 39 millions de dollars américains), auquel il faudrait inclure une marge conséquente pour intercepter les besoins découlant des pressions exercées par les déposants désireux de préserver leurs épargnes en délocalisant leurs

avoirs auprès d'autres banques de la place.

Afriland First Bank CD est une banque congolaise implantée en RDC depuis 2006. Elle propose des solutions de financement adaptées et des services de qualité qui intègrent les acteurs locaux dans le processus de développement durable.

Son réseau commercial comporte à ce jour plus de 46 agences et guichets à travers 16 provinces de la République Démocratique du Congo et emploie plus de 400 jeunes congolais.

### La BCC prend le contrôle d'Afriland First Bank CD

Depuis quelques temps, des signaux de cette banque commerciale étaient certes au rouge depuis quelques temps. D'ailleurs les rumeurs persistantes faisaient état d'une situation inquiétante sans beaucoup de précision, pour Afriland First Bank, surnommée à l'époque " la banque des députés, des sénateurs et de hauts fonctionnaires de l'Etat ". Dans certains milieux financiers, on indiquait que cette banque commerciale devait devenir l'un des fleurons des établissements bancaires en RDC. Hélas ! Aujourd'hui l'ambiance est morose. Et pour sauver ce qui peut l'être, outre cette mesure gouvernement de renflouer les caisses de

cette banque, une autre décision a été prise par la Banque centrale du Congo. En effet, après la grande réunion tenue dernièrement à la Banque Centrale du Congo et à l'issue d'une analyse technique approfondie qui avait rassemblé les experts de l'Institut d'émission, tous les paramètres ayant été passés sous contrôle, il s'est avéré qu'Afriland First Bank CD s.a affichait des signes évidents d'un déficit managérial dans sa gestion, avec à la clé une trésorerie qui a viré au rouge. Au regard de ce tableau sombre, qui n'augurait aucune perspective de reprise à court, moyen et longs termes, la Banque Centrale du Congo était passée à l'acte, le lundi 20 juin 2022, en mettant sous sa gestion administrative cette banque commerciale conformément aux dispositions des articles 41 à 48 de la Loi n°003/2002 du 2 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit. En rapport avec cette décision, un comité d'administration provisoire composé de sept membres, avait été nommé à la tête de Afriland First Bank CD s.a, en vue de sauvegarder comme on le sait, les intérêts de ses nombreux épargnants, parmi lesquels on compte des députés et des sénateurs, ainsi que des opérateurs économiques.

DMK

## Le ministère des Finances amorce le recouvrement de 876,1 millions Usd de l'impôt sur les super profits

Le Ministère des Finances a annoncé avoir instruit la direction générale des impôts (DGI) de procéder au recouvrement forcé de \$876,1 millions auprès de 11 opérateurs miniers.

talisent \$876,1 millions", révèle le ministère des Finances.

Parmi ces entreprises, il y a entre autres Somika, MMG, Shituru Mining, Kamao, KCC, Metalkol, Sicominex,



Ce montant constitue l'impôt sur les super profits, que l'Etat doit bénéficier conformément au règlement en vigueur.

" Suite aux analyses effectuées par le cabinet Ministère des Finances sur 11 entreprises minières, la DGI a été instruite de poursuivre les entreprises minières non en règle concernant l'impôt sur les super profits, dont les montants des impositions principales to-

(...) 3,6 millions Us ont été déjà versés à l'Etat au mois d'avril dernier sur une projection totale de 879,7 millions Usd, précise la même source.

Toutefois, neuf entreprises minières ont déclaré que leurs projets se trouveraient à la phase d'étude de faisabilité. De ce fait, elles peuvent contester la procédure déclenchée par le gouvernement.

24sur24.cd / LRP

## Après plus de deux ans de fermeture : Réouverture du poste-frontalier de Lufu depuis le mardi 5 juillet

Le poste douanier de Lufu en territoire de Songololo, dans le Kongo

(Kongo central) a été fermé pour lutter contre la propagation de la mala-



Central, a été officiellement rouvert au trafic le mardi 4 juillet 2022, après plusieurs mois de fermeture.

C'est le ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières, Daniel Aselo Okito qui a, au nom du gouvernement congolais, présidé la cérémonie de réouverture de ce poste-frontière entre la RDC et l'Angola.

L'on rappelle que c'est le 20 mars 2020 que ce poste frontalier de Lufu

die à coronavirus entre les deux pays.

Il sied de noter que Kinshasa avait mis à profit cette période pour moderniser ce point de trafic douanier dont les travaux ont été réalisés par la société Africa Union Financial Services (AUFSS), sur financement du gouvernement congolais.

Désormais, le trafic légal entre la RDC et l'Angola est repris à partir de ce poste-frontière.

LRP

## ••• *Communication* •••

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DES FINANCES  
BUREAU CENTRAL DE COORDINATION



*Pré-qualification des entreprises pour la réalisation des travaux de construction, de réhabilitation, et de parachèvement des infrastructures et services socio-économiques de base ainsi que la fourniture de mobiliers et équipements essentiels y afférents dans 9 provinces dans le cadre du PDL 145 T*

APQ n° 024/PDL-145T/BCECO/DG/DPM/AAS/2022/MT

### **AVIS DE REPORT DE LA DATE DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

La date limite de remise des dossiers de candidature initialement fixée le jeudi 07 juillet 2022 à 15 heures locales (Kinshasa), est reportée au jeudi 14 juillet 2022 à la même heure. Les plis seront ouverts en présence des représentants des candidats qui décident d'assister à la séance d'ouverture qui aura lieu le même jeudi 14 juillet 2022 à 15h30', heure de Kinshasa à l'adresse ci-dessous :

**Bureau Central de Coordination, BCECo**  
**Complexe UTEXAFRICA, 372, Avenue Mondjiba**  
**Kinshasa/Ngaliema, République Démocratique du Congo**  
**Tél. : (+243) 81 5136 729**  
**Email : prequalification\_pme\_pdl145t@bceco.cd**

**Jean MABI MULUMBA**  
**Directeur Général**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTÈRE DES FINANCES  
BUREAU CENTRAL DE COORDINATION



*Recrutement des Agences Locales d'Exécution (ALE) pour la gestion des travaux de reconstruction des infrastructures socio-économiques de base ciblées dans neuf (9) provinces et fourniture de mobiliers et équipements y afférents dans le cadre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T)*

AMI n° 692/PDL-145T/BCECO/DG/DPM/AAS/2022/SC

### **AVIS DE REPORT DE LA DATE DE REMISE DES CANDIDATURES**

La date limite de remise des candidatures initialement fixée le jeudi 07 juillet 2022 est reportée au jeudi 14 juillet 2022 pour les manifestations d'intérêt transmises par courrier électronique et celles déposées en dur à l'adresse du BCECo ci-dessous :

**Bureau Central de Coordination, BCECo**  
**Complexe UTEXAFRICA, 372, Avenue Mondjiba**  
**Kinshasa/Ngaliema, République Démocratique du Congo**  
**Tél. : (+243) 81 5136 729**  
**Email : recrutement\_ale\_pdl145t@bceco.cd**

**Jean MABI MULUMBA**  
**Directeur Général**

## Littérature : Deux ouvrages de Léon Rushisha portés aux fonts baptismaux par le ministre de la Jeunesse, Yves Bunkulu Zola

Le Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale (CEPAS) situé dans la

" Mariage contre nature - vrai faux mariage contre nature vrai faux mariage

de nombreux serviteurs de Dieu, frères, amis et connaissances dans la

des situations malheureuse qui entrave généralement la bonne harmonie au sein d'un couple.

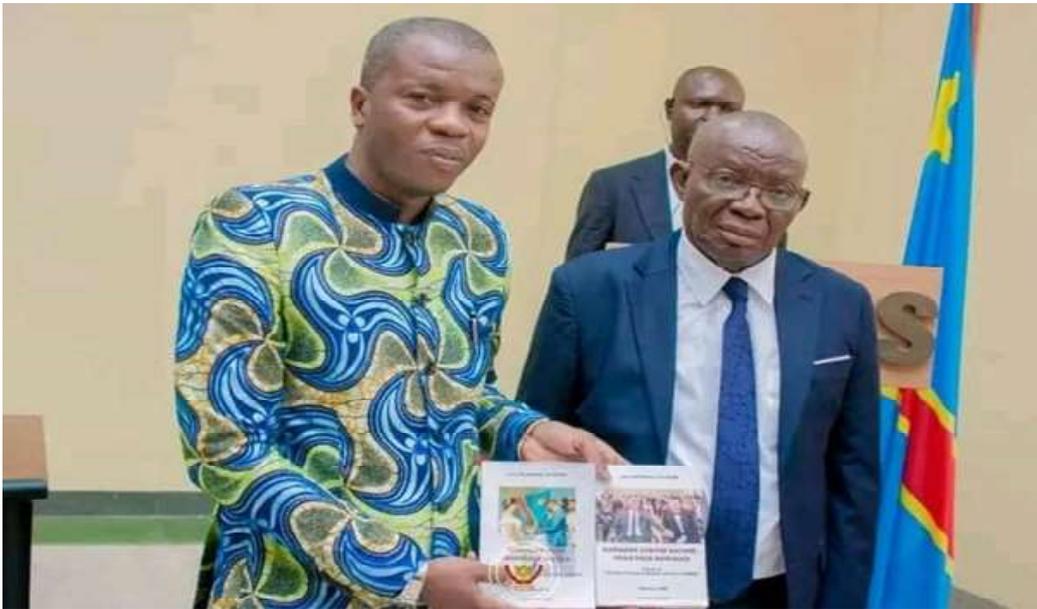
Ces deux œuvres littéraires qui sont d'ailleurs complémentaires l'un de l'autre sont de loin une grande contribution sociale pour la jeunesse d'aujourd'hui en proie à plusieurs défis majeurs sociaux

En effet, Léon Rushisha, en bon penseur, délivrent les informations pertinentes de nature à faire sortir de naufrage plusieurs couples qui y sont plongés.

Tout en passant en revue les parcours des problèmes que les conjoints font face, il invite les jeunes gens et les jeunes filles à éviter les dérapages inhérents à un mariage contre nature. Sur la foi des témoignages de certains Lecteurs, les ouvrages de Léon Rushisha contiennent de sages conseils pour des jeunes couples et autres futurs mariés censés de mener une vie conjugale empreinte d'amour, d'harmonie et d'allégresse. Une vie stable, prospère et unie devant Dieu.

Les deux ouvrages de Léon Rushisha Weteshe sont vendus dans de nombreuses librairies de Kinshasa

Philippe Dephill Lipo



commune de la Gombe à Kinshasa avait servi de cadre à la cérémonie de Vernissage de deux ouvrages écrits par Léon Rushisha Weteshe le samedi 02 juillet 2022.

" Bréviaire pour nouveaux mariés " et

" ont été portés aux fonts baptismaux par Yves Bunkulu Zola, ministre de la Jeunesse, de l'Initiation à la nouvelle citoyenneté et Cohésion nationale.

Un événement socioculturel haut en couleur qui s'est déroulé en présence

magnifique salle Père Boka.

A travers ses deux ouvrages écrits soigneusement de ses propres mains, l'auteur, cet ancien de l'université Nationale du Zaïre (UNAZA), Campus de Lubumbashi, donne un vrai alerte sur

## Dans un communiqué de presse : Le BCNUDH met en garde contre l'utilisation frauduleuse du logo et de l'identité visuelle du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo (BCNUDH) dit avoir pris connaissance de ce qu'une organisation dénommée " Bureau national des droits de l'homme " basée à Lubumbashi, province du Haut-Katanga, dirigée par Maître Owen Faya Josué qui se présente comme " coordinateur national des droits de l'homme et de la protection juridique en RDC " use des logos et éléments visuels du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour organiser des formations et activités payantes sur les droits de l'homme dans la ville de Lubumbashi, dénonce un communiqué de presse du BCNUDH, dont une copie est parvenue à la rédaction de La Référence Plus .

Le BCNUDH qui représente le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo tient à informer le public, la communauté des défenseurs des droits de l'homme et les autorités nationales et provinciales que contrairement aux déclarations de son promoteur, l'entité dénommée " Bureau national des droits de l'homme " n'est pas une représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC et n'a été accrédité ni par le BCNUDH, ni par aucune autre entité

des Nations Unies pour organiser des formations ou toute autre activité en relation avec les droits de l'homme en République démocratique du Congo, relève le communiqué.

Les activités de renforcement des capacités organisées par le BCNUDH en faveur des organisations et institutions en République démocratique du Congo ne sont soumises à aucune contrepartie financière ou contribution de quelle que nature que ce soit, pré-

cise la même source.

Le BCNUDH somme Me. Owen Faya de cesser immédiatement d'utiliser de manière frauduleuse les éléments visuels du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des Nations Unies. Le BCNUDH invite aussi les autorités provinciales et nationales à prendre des mesures urgentes pour faire cesser ce procédé frauduleux et de protéger ceux qui pourraient de bonne

foi considérer que ces activités sont organisées par une agence des Nations Unies, ajoute le communiqué.

En conclusion, le BCNUDH invite enfin le public et la communauté des défenseurs des droits de l'homme à rester vigilants et à dénoncer des personnes et organisations qui pourraient ternir l'image des défenseurs des droits de l'homme.

LRP

## Le gouvernement appelé à répertorier tous les étudiants congolais de l'étranger

L'Association des anciens étudiants congolais d'Algérie (AAECA) a invité le Gouvernement à répertorier tous les étudiants congolais évoluant à l'étranger, en vue de constituer un fichier fiable d'une élite devant contribuer, non seulement aux ressources humaines sûres pour les entreprises étatiques et privées, mais surtout à la création d'emplois dans le pays.

Le président de l'AAECA, Richard Luendu Kabangu, qui a lancé cet appel lors de la sortie officielle de cette structure, le weekend dernier à Kinshasa, estime que grâce à la connaissance obtenue dans des universités à l'étranger et aux différentes cultures acquises des pays d'accueil, ces

étudiants font la différence partout où ils sont sollicités.

" Le gouvernement de la République devrait répertorier tous les étudiants ayant évolué dans d'autres pays, et les mettre ensemble pour la création d'emplois et la lutte contre la délinquance juvénile, cette catégorie des personnes constituant une richesse pour le pays ", a-t-il dit.

Richard Luendu Kabangu a, à cet effet, exhorté le gouvernement à soutenir l'AAECA qui attend joindre l'expertise de ses membres aux efforts déployés par les dirigeants du pays, pour construire un Congo nouveau, fort et prospère au cœur de l'Afrique.

L'AAECA, a-t-il affirmé, a pour objectif principal de promouvoir la soli-

darité entre tous les anciens étudiants congolais d'Algérie vivant actuellement en RDC, afin de développer ensemble un réseau professionnel des scientifiques voués à l'émergence du pays. Cette structure se propose aussi d'être l'interface entre des universités algériennes et des jeunes congolais désireux de poursuivre leurs études en Algérie.

Le président de l'AAECA a en outre plaidé pour la reconnaissance officielle de cette structure et le soutien de ses activités par l'Etat.

Invité à cette cérémonie, l'ambassadeur de la République d'Algérie en RDC, Toufik Djouama, a salué la naissance de cette Asbl qui représente, selon lui, une passerelle entre les deux pays.

ACP / LRP

## JISA : L'Asbl "Fière de l'être " sensible à travers un défilé de mode des mannequins albinos

Célébrée le 13 juin de chaque année depuis 2015, la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme (JISA) a été célébrée par L'asbl " Fière de l'être " le dimanche 26 juin 2022 au Musée National de la République Démocratique du Congo à Kinshasa dans la commune de Lingwala.

Madame Gloire Mandefu, coordinatrice de cette organisation et toute son équipe ont fait parler d'elles à travers une des activités du jour : le défilé de mode des mannequins composés des personnes atteintes d'albinisme avec à sa tête, Henrika Ngalumulume couturière et modéliste.

Organisé sous le thème: «*Forts et Unis malgré nos différences*», l'événement avait comme objectif non seulement de valoriser la beauté de la femme porteuse d'albinisme considérée jadis comme anormale, atypique. Mais aussi de pousser le commun des mortels congolais à changer radicalement son regard vis-à-vis de des personnes sujettes.

Pour Gloire Mandefu, coordinatrice de l'association " Fière de l'être ", aujourd'hui ce n'est plus le temps de considérer les personnes atteintes d'albinisme comme des sous Hommes, comme l'incarnation du diable. Cette grande dame très respectée

dans les milieux des personnes qui lui ressemblent a invité les Africains à voir ces mannequins comme des exemples afin de changer leurs mentalités à l'endroit de leur condition humaine. Et de conclure que, désormais, les hommes et femmes sans mélanine ne peuvent plus rester calmes ni cachés comme autrefois. Désormais l'heure est venue, l'heure a sonné pour déployer des efforts visant à réhabiliter leur image au sein de l'environnement social où chacun d'eux vit.

En outre, la coordinatrice de Fière de l'être a fait savoir qu'il était aussi question au cours de cette célébration de mettre en exergue l'image et

le travail fait presque dans l'anonymat par l'une de ses membres de l'association, Henrika Ngalumulume.

Pour soutenir personnellement le métier de cette dernière en tant que couturière et modéliste, j'ai décidé de me rendre toujours chez elle pour confectionner mes habits. La plupart des habits que je porte ces derniers jours, c'est en fait elle qui les coud et elle le fait à mon goût ' avait-elle déclaré à la fin du défilé avant de lui jeter des fleurs.

Ci-dessous quelques photos du défilé de mode :

**Philippe Dephill Lipo**



Gloire Mandefu, coordinatrice de l'Asbl « Fière de l'être »



Henrika Ngalumulume, couturière-modéliste



Suite à la perquisition de sa résidence à Kisangani, un hôtel des ADF

## Pr Alphonse Maindo : bientôt la contre-offensive contre les personnes impliquées

Le directeur pays de Tropenbos RDC Congo et professeur à l'Université de Kisangani (UNIKIS) n'est par allé par le dos de la cuillère pour pointer du doigt les commanditaires de l'acte dont il a été victime dernièrement. C'était dans un point de presse que Alphonse Maindo Monga Ngonga a tenu le lundi le 27 juin dernier à l'Espace Heineken sur le boulevard Mobutu dans la commune Makiso, à Kisangani.

Il est un secret de polichinelle qu'en date du vendredi 10 juin écoulé, sa résidence privée située sur la route dite TP dans la commune Makiso avait été, dès 4 heures du matin, encerclé par une armada des militaires, créant la panique dans la ville. Ceci au motif qu'elle hébergeait les éléments ADF et les Rwandais.

Selon le Pr Alphonse Maindo, il avait été alerté par son gardien lui annonçant que ces militaires voulaient le rencontrer ; une demande à laquelle il n'a pas accédé à ces petites heures du matin Et grâce à sa vidéo de surveillance, il a pu voir et enregistrer toute la scène qui se passait à l'extérieur et constater que ces militaires étaient lourdement armés.

Plus grave, s'est désolé le directeur pays de Tropenbos RD Congo, les auteurs de cette action contre sa personne ont mobilisé des badauds pour casser sa résidence au motif qu'il avait des Rwandais en cette période de tensions où la RD Congo accuse le Rwanda de l'agresser.

Munis d'un mandat de perquisition du Procureur de la République, les militaires, sous les ordres d'un colonel, ont commencé la fouille systématique de la "résidence refuge" des ADF et Rwandais vers 10 heures du matin en présence des avocats du propriétaire de l'immeuble, des activistes des droits de l'homme et de l'équipe du Bureau des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Selon le Pr Alphonse Maindo, sa résidence privée présentée comme un hôtel qui loge dix (10) terroristes, a été passée au peigne fin par des militaires dont il a estimé le nombre à en virons 120. Chambres, cuisines, salons, toilettes, etc. ont été fouillés. Les enveloppes et les porte-monnaie, à l'exception des livres, ont été passés au crible comme si les ADF pouvaient s'y cacher. Le tout, a-t-il affirmé, sous les indications d'un prétendu ADF qui, en réalité, est connu comme souffrant de troubles psychiques habitant la commune de Mangobo.

A en croire le conférencier, pourtant présenté comme ayant été logé à "cet hôtel" avec ses compagnons, ce garçon donnait des informations sur la résidence contredites par les

réalités.

En conclusion, a dit avec regret

cours de laquelle l'opinion a été préparée que 5 ADF s'étaient infiltrés à



Prof. Maindo au milieu de deux de ses Avocats. Photo Muker

Alphonse Maindo, la perquisition supérieure par ce colonel des FARDC n'a produit aucune preuve de la présence des éléments terroristes ADF et rwandais dans sa résidence.

Devant cette réalité, cette épaule galonnée à arrêté la fouille tout en estimant que le directeur pays de Tropenbos RD Congo avait profité de trois heures du matin pour faire partir les hommes et leurs armes et munitions.

### Relation des dates

Le Pr Maindo Monga Ngonga a établi une relation des dates. Cette action menée contre sa personne le 10 juin 2022 qui coïncide avec la fin du 20ème triste anniversaire de la Guerre de 6 Jours qui avait opposé les armées régulières rwandaise et ougandaise en pleine ville de Kisangani, du 5 au 10 juin 2000. A cette époque, convient-il de le rappeler, cette ville était administrée par la rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) qui se disputait l'impérialisme avec le Mouvement de Libération du Congo (MLC).

Ceci étant, le Pr Alphonse Maindo n'est pas allé par quatre chemins pour parler d'un montage grossier des anciens cadres du mouvement politico-militaire pro-rwandais qui sont encore dans les affaires dans la province de la Tshopo. Il a cité nommément le gouverneur de province a.i et le commandant de la 31ème Région militaire d'être les acteurs de ce montage.

C'est, d'après lui, l'autorité provinciale qui a sorti l'argent de la province pour mener cette opération. Celle-ci fait suite à l'organisation opérationnelle mise en place le 31 mai 2022 au

Kisangani afin de préparer le terrain pour les autres. Le chef de l'exécutif provincial avait mis des moyens à la disposition des services de sécurité pour mettre la main sur ces terroristes endéans un mois.

" Cette action a été menée avec une telle légèreté par des services pourtant attirés dans un contexte de tensions politiques entre la RD Congo et le Rwanda. A la place des excuses, j'ai été conduit manu militari avant de subir des menaces ", a révéilé le Pr Maindo.

Il ne compte par rester ni inactif ni inoffensif. " Je vais mener une action sur le plan national et international contre toutes les personnes impliquées dans ce dossier. Il y aura des résultats ; vous aurez des résultats. Il faut une enquête indépendante pour proposer des sanctions Judiciaires, politiques et administratives exemplaires contre ces personnes ", a-t-il annoncé.

Il a qualifié de farce la commission d'enquête mise en place par le gouvernement provincial de la Tshopo ; il exige plutôt que le gouvernement central crée ladite commission d'enquête indépendante qui doit être composée des experts nationaux et internationaux.

Avant d'ajouter : " Ils m'ont cherché, ils m'ont eu. Je suis devenu plus radical que jamais. Je sais qu'ils n'ont pas désarmé, mais leur complot se retournera contre eux, ces funestes plans d'ôter la vie aux gens. Ils n'ont pas fini, ils sont en train de faire d'autres montages. J'anticipe en améliorant mon système de sécurité qui puisse leur compliquer la tâche. Ils doivent peiner avant de m'avoir ".

### Acharnement pour ses opinions

Alphonse Maindo se dit être l'objet d'acharnement. " Les raisons sont à chercher dans les opinions que je ne cesse de véhiculer pour la gestion de notre pays. Je ne vise pas des individus mais le système qui dort finir. Ceux qui sont aux affaires commencent à faire les mêmes choses, voire même plus qu'avant ", a-t-il dénoncé.

A cet effet, il estime que des dirigeants, au lieu d'aider leur chef, ils sont en train de le détruire. A la fin, ils diront : " Ce n'est pas nous, c'est le pendent de la République ".

C'est ici l'occasion pour lui de réclamer la mise en application du Rapport Mapping élaboré par les experts des Nations Unies qui serait un début de faire le remue-ménage au pays pour être libre. Il faut un Tribunal Pénal International (TPI) pour le Congo dont la création doit être sollicitée par le président de la République qui, malheureusement, est pris en otage par tout ce monde cité dans ce Rapport.

Concernant ce dossier du 10 juin 2022, le directeur pays de Tropenbos RD Congo ne veut pas qu'il y ait d'autres victimes innocentes comme le jeune garçon de Mangobo souffrant de troubles psychiques, le prétendu ADF, ou ses collaborateurs. Il réclame en même temps la restitution des biens saisis dans sa résidence. Il s'agit, entre autres, des informés de gardiens, un fusil de chasse calibre 12 avec 20 cartouches couvert par des documents et des bottines de gardiens en attendant que tout l'inventaire sort fait.

Il a tenu à rappeler qu'il est le défenseur des droits de l'homme depuis les premières heures de la démocratisation de la RD Congo en 1990 avec les Disamas Kitenge, Robert Ilunga, François Lemba, etc. En cette qualité, il est la voix des sans voix.

Pour lui, le 10 juin 2022 est une journée tragique voulue par ceux-là même qui sont payés par " nos impôts pour assurer notre sécurité ". Il a remercié toutes les couches locales, nationales et internationales qui l'ont soutenu dans cette dure épreuve. " Il n'a manqué qu'un jet privé pour me rendre à la prison dorée de Ndolo de Kinshasa.

Tout en condamnant ce complot contre sa personne exécuté en juin, mois de la commémoration de l'indépendance de la RD Congo et de la tristement Guerre de 6 Jours de Kisangani, Maindo Monga Ngonga a plaidé pour la réforme du personnel politique et des services sécuritaires du pays de Patrice Emery Lumumba.

GRIS

**Cité par le Pr Maindo parmi les commanditaires des perquisitions de sa résidence privée à Kisangani dans la Tshopo**

## La réaction du gouverneur a.i Maurice Abibu

Dans son face-à-face avec les professionnels des médias boyomais, le lundi 04 juin 2022, sur la perquisition de sa résidence par les élément des, FARDC le vendredi 10 juin dernier, le Pr Alphonse Maindo Monga Ngonga a, parmi les commanditaires, cité le gouverneur de la province de la Tshopo intérimaire.

Vu le caractère sensible de la déclaration du directeur pays de Tropenbes RDC Congo, la même équipe des journalistes a été reçue, quelque une heure après, par l'autorité provinciale dans son bureau du gouvernorat de Province.

Réagissant à chaud aux accusations portées contre lui par Alphonse Maindo, M. Maurice Abibu Sakapela Bin Mungamba a souligné que ce dernier aime le sensationnel. " Depuis que je suis ici, je développe de très bonnes relations avec Tropenbos RD Congo en répondant à toutes ses invitation ".

Aux propos tenus il y a environ une heure auparavant par le Professeur de l'UNIKIS le pointant du doigt parmi les commanditaires de cette action, Abibu Sakapela s'est réservé de tout commentaire. " Pour moi, c'est une présomption d'innocence parce que je ne lui ai par entendu parler personnelle-

ment ", a -t -il réagi.

les et militaires ne lui ont pas présenté

contre Maindo ". Et d'affirmer que la stratégie d'encercler sa résidence lui était révélée deux heures après.

" Je peux être complice parce que je suis le gouverneur de province et président du comité provincial de sécurité ", a-t-il relativisé. Pour cela, il a conseillé au Pr Alphonse Maindo de poser la question à ses amis du comité provincial de sécurité par rapport à ce qui s'était passé.

S'expliquant brièvement sur le rapport Mapping évoqué par le directeur pays de Tropenbos RD Congo, Maurice Abibu Sakapela attend plutôt la preuve du contraire : " Mon nom y est-il cité ? Je le regrette. Le Pr Maindo doit repenser ses canaux d'information ". Etant cité par le conférencier dans ce dossier, le gouverneur de province a.i. a rassuré qu'en ce qui concerne cet événement du vendredi 10 juin 2022, il a fait son rapport au vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité.

Avant de marteler : " Le commandant de la 31ème Région militaire m'avait dit qu'il y avait des indices sérieux d'hébergement des ADF, une information qui a pointé la résidence de Maindo. C'est le commandant qui peut répondre à cette question ".

**Propos recueillis par GIRIS**



Abibu Sakapela réagissant au point presse de Maindo. Photo Muker

Et comme s'il s'était communiqué par télépathie avec Maindo Monga Ngonga, le chef de l'exécutif provincial ad intérim a exigé de ce dernier : " Si c'est cela, je lui demande de me présenter des excuses ".

C'est en fait la déception qu'a exprimé le directeur pays de Tropenbos dans la mesure où les autorités civi-

des excuses après les résultats non concluants de la perquisition de sa résidence privée à la recherche des ADF.

Concernant les réunions auxquelles a fait allusion le Pr Alphonse Maindo, Abibu Sakapela été direct : " Il n'y a jamais eu des réunions de sécurité pour un mettre en place un plan

## Constructions anarchiques : la gangrène en plein Aéroport de Ndolo

Une réalité atypique à Kinshasa où des espaces sacrés, interdits et inviolables sont envahis par des constructions anarchiques. Des échos en provenance de certaines grandes villes de l'arrière-pays font également état de ce phénomène à conjurer sans ménagement. Une gangrène osseuse se propageant à la vitesse de l'éclair, malheureusement avec la complicité tacite de ceux qui sont sensés l'arrêter.

À Kinshasa principalement, le cas de l'aéroport de Ndolo laisse les hommes honnêtes sans voix. Long de 2300 mètres, la piste d'atterrissage de l'aéroport de Ndolo, initialement réservé aux vols militaires, n'en possède plus que 1600 mètres. Raison, au moins 700 mètres sont envahis par des constructions anarchiques. La gangrène a atteint un espace interdit. Les maisons construites à cet endroit hautement risqué sont des divers ordres, commercial comme à usage résidentiel.

À la question de savoir, qui a loti l'espace ?, c'est le silence du cimetière ou carrément, les accusations mutuelles.

Il faut, par conséquent, se limiter

à décrier les vendeurs comme les acheteurs. Les deux catégories d'accusés ont, sans conteste, profité de

que niveau, celles du transport et voies de communications comme l'administration urbaine, voilà par où est pas-

Ndolo. Question, par cet acte qui frise l'ignorance, les auteurs du forfait cherchaient-ils à faire croire que les 2300



l'inactivité de cet aéroport liée à sa fermeture peu après le drame du 08 janvier 1996 qui emporta plusieurs vies humaines. Si par nécessité, on en revient à distinguer les vendeurs, force est de relever la responsabilité première des pouvoirs publics. Les autorités du secteur de l'habitat à cha-

sée la maladie.

À l'instar des autres espaces interdits de la ville, la piste d'atterrissage de l'aéroport de Ndolo crie au secours. Du reste, c'est le lieu indiqué pour aborder l'aspect technique et condamner les auteurs du rétrécissement du piste de l'aéroport de

mètres réservés à la piste d'atterrissage sont l'œuvre des mains inappropriées ? Il y a péril en la demeure avec la reprise des activités annoncée à l'aéroport de Ndolo si une solution contre les constructions anarchiques n'est pas d'urgence trouvée.

**Actu7/LRP**

## L'ex-président burkinabè Compaoré bientôt de retour à Ouagadougou

L'ancien président du Burkina Faso Blaise Compaoré est attendu dans les prochains jours à Ouagadougou, après son exil en Côte d'Ivoire



Blaise Compaoré

depuis son renversement en 2014. Jugé en son absence lors du procès des assassins de Thomas Sankara, il doit notamment rencontrer le nouvel homme fort, le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba.

Selon une source proche de l'ex-président, exilé à Abidjan depuis sa chute en octobre 2014, Blaise Compaoré sera bien au Burkina Faso dans les prochains jours. " C'est déjà acté, on n'attend que le jour précis de ce voyage ", confie cette source à RFI.

Une autre source à Ouagadougou confirme les contacts. " C'est le vœu

du président Paul Henri Damiba de le rencontrer, dans le cadre de la réconciliation nationale ", souligne cette source, mais elle précise qu'aucune confirmation ferme n'a été donnée pour le moment : ni le format, ni la durée de cette prochaine visite n'ont été pour l'heure définies.

Selon nos sources, plusieurs membres de la famille de Blaise Compaoré travaillent sur le dossier et c'est de concert avec ses personnes que tous les détails seront décidés.

Cette visite annoncée de l'ancien président Blaise Compaoré est une suite logique de la rencontre entre les deux autres anciens présidents, Jean Baptiste Ouédraogo et Roch Marc Christian Kaboré, avec le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba il y a quelques jours. Le contact a été noué également avec d'autres anciens chefs d'État du Burkina Faso, fait savoir notre source.

RFI / LRP

## La Centrafrique lance le Sango, son projet de cryptomonnaie

La Centrafrique, pays parmi les plus pauvres et en guerre civile depuis neuf ans, a lancé officiellement dimanche le chantier de sa propre cryptomonnaie, le Sango, et du futur "premier crypto-hub africain" à "fiscalité nulle".

Deux mois après avoir fait de son pays le deuxième au monde après le Salvador à adopter le bitcoin comme monnaie officielle --au côté du franc CFA-- et légaliser l'usage des cryptomonnaies, le président Faustin Archange Touadéra a fait cette annonce lors d'un "événement online" pour lancer "un nouveau système numérique alimenté par la technologie Blockchain".

Aucun détail concret n'a été livré sur les modalités et le calendrier de la création de ce "Sango Coin" et d'une "Crypto Island", plateforme permettant cette devise virtuelle de devenir "le catalyseur de la tokenisation des vastes ressources naturelles" de la Centrafrique.

Cette "initiative Sango", du nom de la langue officielle au côté du français, survient en pleine crise des cryptomonnaies dans le monde, où le cours du bitcoin est en chute libre et où de nombreuses plateformes crypto risquent la faillite.

Regrettant que l'Afrique, "où 57% de la population n'est pas bancarisée", souffre d'un manque criant "d'infrastructures" rendant "quasi inaccessible les services financiers à de nombreux habitants", M. Touadéra a asséné "avoir trouvé la

solution": "le smartphone", pour commercer et investir en cryptomonnaies.

"Le smartphone, c'est l'alternative à la banque traditionnelle, à l'argent liquide et à la bureaucratie financière", a estimé le président du deuxième pays le moins développé au Monde selon l'ONU, où seuls 14,3% des plus de 5 millions d'habitants ont accès à l'électricité en 2022, et encore moins à internet, dont 71% vivent en dessous du seuil international de pauvreté (moins de 1,90 dollar US par jour) et plus de la moitié ont besoin d'aide humanitaire, selon la Banque mondiale.

"La Centrafrique est assise sur une montagne de richesses inexploitées", dont l'or, le diamant, les métaux rares, et "Sango Coin sera l'accès direct à nos ressources pour le monde entier" pour attirer les investisseurs et "faire démarrer les moteurs de l'économie", s'est enthousiasmé le chef de l'Etat.

Fin avril, l'adoption du bitcoin comme monnaie de référence avait suscité perplexité et réprobation de la part d'une communauté internationale, reprochant déjà au pouvoir de M. Touadéra d'avoir livré son pays à la Russie et aux "mercenaires" de la sulfureuse Wagner, accusée d'un soutien militaire contre les rebelles.

La Centrafrique est ensanglantée depuis 2013 par une guerre civile très meurtrière, qui a cependant baissé d'intensité depuis 2018.

Africanews/LRP

## Union européenne : les eurodéputés votent de nouvelles règles encadrant les géants du numérique

Les députés européens ont validé avec une très large majorité, le mardi 5 juillet, deux législations no-

L'Union européenne est pionnière en la matière. Avec ces deux législations sur le numérique, elle contraint

ques. Elle a pour objectif de réguler les contenus en ligne en contraignant les grandes plateformes à respecter les lois et à coopérer avec les régulateurs. Le nouveau règlement impose le retrait rapide de tout contenu illicite (selon les lois nationales et européennes) dès qu'une plateforme en a connaissance.

La DSA oblige également les sites de vente en ligne à contrôler l'identité de leurs fournisseurs avant de proposer leurs produits. Elle impose aux plateformes comptant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE, d'évaluer elles-mêmes les risques liés à l'utilisation de leurs services et de mettre en place les moyens appropriés pour retirer des contenus problématiques.

L'autre loi, la DMA, Digital Market Act, est une loi sur les marchés numériques. Elle doit endiguer les pratiques anti-concurrentielles des Gafam. Google se verra notamment interdire tout favoritisme envers ses propres services dans les résultats de son moteur de recherche, comme

avec son site de vente en ligne Google Shopping. La nouvelle loi empêchera également Amazon d'utiliser les données générées sur ses sites par des entreprises clientes pour mieux les concurrencer. Une vingtaine de règles devront donc être respectées sous peine d'amendes dissuasives.

### Des textes novateurs

Ces lois vont permettre d'établir une situation équitable afin d'encourager la croissance et l'innovation et offrir ainsi un choix plus large aux utilisateurs. Il s'agit de textes pionniers qui pourraient bien inspirer d'autres États sur un sujet de plus en plus sensible, notamment aux États-Unis.

Ces nouvelles législations avaient été présentées au printemps dernier et avaient déjà reçu un écho favorable des députés européens. Ce 5 juillet, le premier texte a donc été approuvé par 588 voix (11 contre, 31 abstentions) et le deuxième par 539 voix (54 contre, 30 abstentions) lors d'un vote en séance plénière à Strasbourg.

RFI / LRP



vatrices pour encadrer les géants du numérique que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Ces deux lois visent à répondre aux répercussions socioéconomiques de l'industrie technologique et qui visent à protéger à la fois les utilisateurs de ces plateformes, mais également les entreprises.

désormais les entreprises en ligne à mieux protéger les utilisateurs, tout en renforçant la responsabilité des géants du numérique et en limitant leur pouvoir.

### Des obligations plus strictes

La loi dite DSA, Digital Service Act, est une loi sur les services numéri-

## Les ministres des forêts d'Afrique centrale réunis pour la préservation de l'environnement

La rencontre coorganisée par le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) vise à trouver des solutions communes et durables pour la survie des forêts du bassin du Congo. Il y a beaucoup de promesses de financements pour ces forêts, mais ceux-ci n'arrivent pas forcément au bon endroit, selon des participants.

La Commission des forêts de l'Afrique centrale (Comifac), qui supervise la politique forestière de la région, a constaté que la majorité des financements disponibles sont captés par l'Amazonie. Une méconnaissance, dénonce Françoise Van de Ven, présidente de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT): " Le constat qui est fait maintenant, c'est que ce n'est plus l'Amazonie qui est le premier poumon parce que la forêt est devenue trop fréquentée. C'est maintenant la forêt du bassin du Congo qui est le premier pou-

mon au monde ".

captés par les organisations internationales. " C'est la concurrence du



La forêt du bassin du Congo (image d'illustration). [officedutourisme.gouv.cg](http://officedutourisme.gouv.cg)

" La concurrence du réel "

De leur côté, les ONG soutiennent que le peu de fonds disponibles sont

réel ", explique Nicaise Moulombi, environnementaliste. Et d'ajouter : " La quasi-totalité des fonds vont sur

les études. Qui font les études ? Ce sont les organisations internationales, ce sont ces experts, donc eux-mêmes et non nous ".

Lors de la COP 26 à Glasgow, les bailleurs de fonds ont promis une somme de 1,7 milliard de dollars aux peuples autochtones. Joseph Itogwa, coordonnateur du Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC), suggère que l'argent soit directement versé aux bénéficiaires. Afin d' " éviter ces intermédiaires dans les fonds dédiés aux peuples autochtones, qui passent par une bureaucratie, une grande administration, et qu'il n'y ait que les miettes qui arrivent aux communautés ".

Les financements sollicités par les pays d'Afrique centrale visent à garantir une exploitation durable des forêts.

RFI/LRP

## L'ex-président angolais Dos Santos en soins intensifs en Espagne, sa fille porte plainte

L'ancien président historique angolais José Eduardo dos Santos est dans un état critique après son hospitalisation en Espagne. Sa fille Tchizé dos Santos a porté plainte, mardi 5 juillet, auprès de la police régionale catalane pour tentative d'homicide contre son père. Depuis un arrêt cardiaque le 23 juin dernier, celui qui a commandé le pays pendant trente-huit ans est en soins intensifs, branché à des machines qui le maintiennent en vie.

L'ex-dignitaire angolais est malade depuis de longues années, mais ces derniers mois, sa santé s'est beau-

puvoir de décision sur sa santé. Cela car leur mariage n'est pas juridiquement reconnu en Espagne.

Pour la sécurité de son père, Tchizé dos Santos exige donc que seuls ses enfants puissent rendre visite à l'ex-chef d'État et demande aux autorités espagnoles d'assurer sa protection.

La police catalane a confirmé avoir reçu une plainte au sujet de l'ancien chef d'État et avoir ouvert une enquête, sans donner plus de détails.

José Eduardo dos Santos, le seul ancien président angolais encore en vie, a dirigé le pays pendant trente-



L'ancien président angolais José Eduardo dos Santos, ici à Paris, le 29 avril 2014. ALAIN JOCARD / AFP

coup dégradée. En juin, un quotidien portugais le disait même " entre la vie et la mort ".

Sa fille Tchizé dos Santos accuse sa belle-mère Ana Paula et son médecin personnel d'en être responsables. Elle a porté plainte pour " tentative d'homicide présumée, non-assistance à personne en danger, lésions entraînées par une négligence grave ", ont indiqué les deux cabinets d'avocats la consultant.

La fille de l'ancien président âgé de 79 ans affirme que son père et son épouse sont séparés depuis un moment et que celle-ci n'a donc pas de

huit ans jusqu'en 2017. Il est aujourd'hui accusé d'avoir détourné les ressources angolaises, favorisant sa famille et ses proches : sa fille Isabel est considérée comme la femme la plus riche d'Afrique et a été mise en cause par les " Luanda Leaks ", une enquête menée par un consortium de journalistes, dont la rédaction de RFI. La fuite de documents secrets a permis de l'accuser, elle et son mari, mort l'an dernier, de s'être personnellement enrichis avec les biens de l'État.

RFI/LRP

## Opep: décès de Mohammed Barkindo, Poutine présente ses condoléances à Buhari

La nouvelle fait le tour de la toile depuis quelques heures. Le nigérian Mohammed Barkindo, secrétaire général de l'Opep, entendez Organisation des pays exportateurs de pétrole, n'est plus. Alhaji Mohammed Sanusi Barkindo est mort dans la soirée d'hier mardi 05 juillet 2022. L'information a été annoncée ce mercredi par la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), la compagnie pétrolière nationale du Nigeria où il a occupé des postes.

C'est sur le réseau social Twitter que Mele Kyari, directeur général de

dispositions en vue des funérailles seront annoncées sous peu ", a tweeté M Mele Kyari.

Le président nigérian Muhammadu Buhari n'est pas resté insensible à la nouvelle. M Buhari a salué ses actions accomplies à l'Opep et précise que pendant le passage du nigérian Mohammed Barkindo dans cette organisation, " il a réussi à naviguer dans des eaux agitées ". Ce mercredi, le président russe Vladimir Poutine a exprimé ses condoléances au président nigérian à la suite de la mort d'Alhaji Mohammed Sanusi Barkindo,



Mohammed Barkindo, Secrétaire général de l'Opep

la NNPC, a partagé l'information du décès de ce responsable de l'Opep qui devait être remplacé bientôt à son poste de cette organisation par le Koweïtien Haitham Al-Ghais. Mele Kyari a parlé dans son message d'une grande perte pour son pays, le Nigeria. " C'est assurément une grande perte pour sa famille, la NNPC, notre pays, l'Opep et la communauté énergétique mondiale. Les

secrétaire général de l'Opep. " Monsieur le Président, veuillez accepter nos sincères condoléances à la suite de la disparition prématurée d'un éminent homme d'État nigérian, du secrétaire général des pays exportateurs de pétrole, Alhaji Mohammed Sanusi Barkindo", stipule un message publié sur le site du Kremlin.

La Nouvelle Tribune / LRP

## Foot : la RDC résilie le contrat avec Héctor Cúper

Le ministre des Sports et Loisirs, Serge Nkonde, a officiellement mis un terme le mardi 5 juillet au contrat

(FECOFA) notamment le président a.i. Donatien Tshimanga, le vice-président Jean Didier Masamba et le secrétaire

de préavis de résiliation, le conseil des ministres nous a demandé d'entrer en contact avec l'entraîneur ainsi

Nous avons eu à parler, discuter avec l'entraîneur et finalement, hier, il est arrivé ici à Kinshasa la capitale de la RDC. Il a été question que l'on revienne le contrat qui nous liait avec lui et sur demande de la population, les choses n'ont pas marché, il a fallu que l'on résilie finalement le contrat à l'amiable", a déclaré à la presse Serge Nkonde.

Pour sa part, l'entraîneur Héctor Cúper a exprimé tout son regret de n'avoir pas produit les résultats escomptés : "On n'a pas pu avoir les résultats que les gens voulaient. Je suis triste pour ça. On a fait une réunion, on s'est mis d'accord et à partir d'aujourd'hui je ne suis plus le sélectionneur de la République démocratique du Congo".

Le montant qu'a touché le technicien argentin à l'issue de cette séparation n'a pas été révélé.

Héctor Cúper dont le contrat courait jusqu'en mai 2023 n'a pas su qualifier la RDC pour le Mondial-Qatar 2022. Aussi, les résultats catastrophiques (défaite face au Gabon et au Soudan) lors des éliminatoires de la CAN 2023 ont précipité son départ.



L'ancien entraîneur des Léopards, Héctor Cúper (à gauche), le ministre des sports Serge Nkonde (au centre) et le Premier ministre, Sama Lukonde (à droite) lors de la résiliation du contrat de Cúper, le 5/7/2022. Photo Primature

signé le 30 mai 2021 entre le gouvernement et l'entraîneur des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), Héctor Raúl Cúper. La cérémonie de résiliation du contrat à l'amiable eu lieu au Cabinet du ministre des Sports et Loisirs en présence des dirigeants de la Fédération congolaise de football association

Belge Situatala. "Après notre défaite face au Soudan, nous avons pris la décision de signer une lettre qui était un préavis de résiliation de contrat avec notre entraîneur de l'équipe nationale Senior A. Donc, il nous a fallu 30 jours pour résilier le contrat avec notre sélectionneur, Voilà qu'après la signature de notre lettre

que tout son Staff en vue de voir comment résilier le contrat à l'amiable.

RO/LRP

## La CAF crée la Super League africaine avec comme condition principale de participation la possession de son propre stade

La Confédération africaine de football (CAF) a créé une troisième compétition pour les interclubs, dénommée "Super League africaine", qui débutera au mois d'août 2023, avec comme condition principale de participation, la possession de son propre stade, a annoncé, dimanche, le président de cette instance sportive continentale, Patrice Motsepe, à l'issue d'une réunion du Comité exécutif, organisée, en marge de la CAN 2022 féminine, à Rabat, au Maroc.

tions comme celle d'avoir une équipe féminine, une équipe d'âge, un site internet et une direction de communication, notifiées à la CAF, avant août 2023.

Enfin, l'autre condition requise est relative aux contrats des joueurs qui y prendront part. Ces contrats doivent être réguliers et légalement officialisés avec preuve de paiement des salaires avant août 2023.

### Mazembe en phase et V.Club en déphasage

Autant des conditions jugées favorables pour le Tout Puissant Mazembe

### 24 clubs à la ligne du départ



### et repartis en 3 groupes

La compétition réunira 24 clubs qui seront répartis en trois groupes, et la compétition se jouera selon un format à mettre en place par l'organisateur. Ne pourront y participer que les clubs qui ont leur propre stade de football, ou ceux qui détiendront une dérogation d'un stade pendant qu'ils s'attelleront à construire les leurs et dont les travaux devront prendre fin avant la seconde édition, prévue en 2024.

A cela s'ajoutent d'autres condi-

Englebert de Lubumbashi, qui sera bien en phase, avec les exigences de la CAF, mais qui s'avèrent quasiment très compliquées pour l'AS V.Club de Kinshasa, bien en déphasage, si elle décide d'y participer. L'équipe de Bana Mbongo devrait, selon la CAF, déposer avant août 2023, une lettre de dérogation dans laquelle elle présentera le stade sollicité pour l'organisation de ses matches à domicile ; annexer les documents du projet de construction de son propre stade qui doit débuter pendant l'évolution de la première édition de Super League africaine et aussi, les preuves des travaux de construction de son propre stade en cours.

ACP/LRP

## Hector Cuper : " J'aurais aimé que les choses ne se terminent pas comme ça "

Sur décision du gouvernement congolais, l'entraîneur argentin Hector Cuper n'est plus sélectionneur de l'équipe nationale de la RDC. L'homme a été limogé suite à l'insuffisance des résultats depuis son avènement à la tête de la sélection nationale.

bien accueilli et tout le monde était gentil envers moi. On m'a bien traité, mais aujourd'hui on peut dire que je ne suis plus sélectionneur de la RDC. Je suis désolé de ne pas atteindre les objectifs qu'on s'est fixé, mais ça reste le football. Parfois ça marche,



Du moins, l'ancien entraîneur de l'Inter de Milan aurait voulu que les choses se passent différemment, et que son passage à la tête des fauves congolais soit une réussite. Mais dommage que tel n'était qu'un rêve qui n'aura pas vu le jour.

" C'est un sentiment de tristesse après 14 mois passés à la tête de l'équipe nationale de la RDC. J'ai été

parfois ça ne marche pas. J'aurais tellement aimé que les choses ne se terminent pas comme ça. ", a-t-il regretté

Arrivé l'an dernier à la tête du staff technique des Léopards, Hector Cuper présente un bilan mitigé en 13 matchs livrés dont 3 victoires, 5 défaites et 5 matchs nuls.

objectif-Infos / LRP

## Launch at CWB of the 5th edition of "Rumba Mokili Mobimba" festival

The Rumba Parade Festival Collective and the Interna-



The speakers

tional Festival of Rumba and Elegance (FIRE) launched, on Monday at the Wallonia Brussels center in Gombe municipality in Kinshasa, the 5th edition of the festival " Rumba Mokili Mobimba " which will be held at the station square from July 8th to 10th, as part of the sustainability and enhancement

of the said music after its registration as intangible cultu-

ral heritage by UNESCO. The Honorary General Director of the National Institute of the Arts (INA), Prof. Andre Yoka Lye Mundaba said that this festival aims to present the historical journey of Rumba from its origins and its current evolution in the two Congos, namely the Democratic Republic of Congo

### Congolese vendors in the commerce sector go on strike in Kinshasa

Congolese sellers in the commerce sector who work in stores belonging to Indo-Pakistani subjects

employers to sign an employment contract, in order to guarantee and secure their employment, as



launched an indefinite strike in Kinshasa on Monday to demand the indexation of their salaries in US dollars at the real exchange rate of the bank or that practiced on the parallel market, noted CPA.

An overview of avenue of Commerce during the day on Monday. To show their dissatisfaction, they refused to open the stores by padlocking the doors that give access to these trading places.

According to a salesperson interviewed who remained anonymous, in addition to wage indexation, salespeople in Indo-Pakistani stores are also demanding compliance with the employment contract with regard to hours of service as prescribed in the labor code. They require their

recommended by the Ministry in charge of Labor. " We are paid at the rate of FC 90,000 for one US dollar while on the market USD 1 is exchanged at FC 20,000 ", noted the seller.

Finally, he indicated that a specification containing their demands had been submitted to the government, through the Ministry in charge of Employment, Labor and Social Welfare.

As a reminder, this strike action was triggered on Monday of last week. It should be noted that only Indo-Pakistani owned stores remained closed. Stores belonging to Chinese or Congolese subjects operate normally.

ACP/LRP

and the Republic of Congo. For him, the rumba is not only limited to musical enjoyment, but it is also embodied in the style of dress that must be promoted on a global scale. To this end, he invited press professionals to show constructive criticism and to be relays to highlight and perpetuate this musical art.

For his part, the deputy director of the Wallonia Brussels center, Brain Tshibanda indicated that this festival, which is part of the sustainability of Rumba, also aims to be a training framework for cultural actors. To do this, he said, a group of light technicians from different provinces of the country will be formed to produce good shows. He indicated that a project for the sustainability of rumba at the base has already been set up with some students from the National Institute of Arts and Entertainment (INAS) who are supervised for the interpretation of modern Rumba hits from 1940 to 1960.

In addition, the general director of Fire, Didier Mpiana recalled during this press conference that UNESCO has registered

the Congolese Rumba as a cultural heritage not only for profit, but rather for recognition and a duty of memory.

He explained that the colonization of the Central African region in the 19th century caused the presence of foreign communities in the Congo and favored the birth of a music called " Congolese Rumba ". This has evolved through two schools, one of which, created by Joseph Kabasele, fond of soft music, and the other, driven by Franco Luambo, thus favoring lively music, drawn from traditional rhythms. He underlined that the objective of these festivities is to allow festival-goers to better understand the changes that have taken place over the years in this music and to appreciate its present-day appearance while grasping its differences.

This festival aims to promote the cultural riches of Congo, including the style of dress, Congolese music, the plastic arts as well as the culinary arts and intends to establish itself as a reference of culture for DRC in order to attract more tourists and the Diaspora.

ACP/ LRP

### Two provinces of DRC recorded eleven new cases of Covid-19 on Saturday

Eleven new confirmed cases of Covid-19 were recorded on Saturday in the Democratic Republic of Congo (DRC), out of 724 samples tested, including 7 in Lualaba and 4 in Kongo Central, reports the daily bulletin of the technical secretariat of the multisectoral committee for the response to Covid-19 received by CPA on Monday.

Data on new deaths and new recoveries in Covid treatment centers (CTC) and among patients followed at home for the day on Saturday are not available.

Since the declaration of the epidemic on March 10th, 2020, the cumulative number of cases is 91,717, including 91,715 laboratory-confirmed cases and 2 probable cases. In total, there have so far been 82,895 people cured and 1,351 deaths.

The source also indicates that vaccination coverage has reached 5.7% of the estimated target population of

53.9 million people in the Democratic Republic of Congo.

The Covid-19 test is free in DRC, except for unvaccinated travelers who will have to pay 30 US dollars.

All the twenty-six provinces of DRC are affected by this epidemic as follows: Kinshasa (49,208 cases); Nord Kivu (10,339 cases); Haut-Katanga (6,701 cases); Kongo Central (5,887 cases); Lualaba (5,588 cases); Sud Kivu (3,879 cases); Haut-Uele (1,584 cases); Tshopo (1,581 cases); Ituri (1,372 cases); Kasai Oriental (957 cases); Sud Ubangi (887 cases); Equateur (606 cases); Kasai Central (550 cases); Kasai (484 cases); Maniema (354 cases); Lomami (341 cases); Nord Ubangi (278 cases); Kwilu (217 cases); Mongala (207 cases); Tshuapa (138 cases); Mai-Ndombe (129 cases); Kwango (118 cases); Bas-Uele (102 cases); Haut-Lomami (90 cases); Tanganyika (62 cases); Sankuru (58 cases).

ACP/LRP

La tripartite tenue mercredi 6 juillet à Luanda en Angola

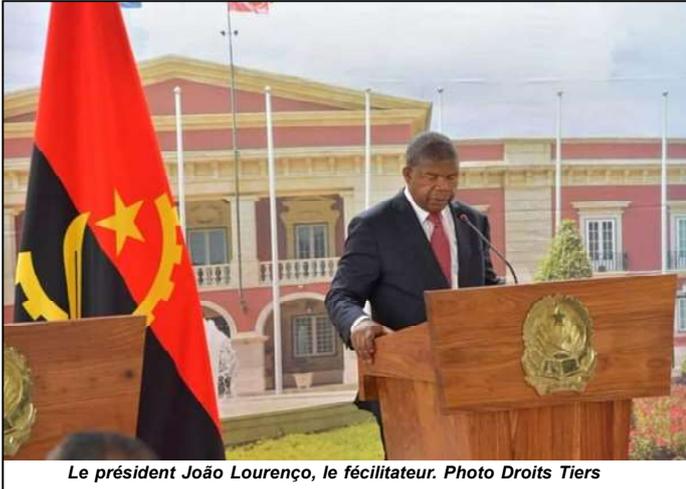
# Une feuille de route pour normaliser les relations entre Kinshasa et Kigali adoptée

La tripartite entre l'Angola, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) autour de la

se faire dans le strict respect de la souveraineté des Etats ", ajoute la cellule de communication de la Prési-

Pour le cinquième président congolais, les discussions ne peuvent être possibles que si le Rwanda reconnaît son soutien aux rebelles M23.

dans la feuille de route qui vient d'être présentée, parmi lesquelles nous avons décidé de créer un mécanisme d'observation ad hoc, en plus de ce-



Le président João Lourenço, le facilitateur. Photo Droits Tiers



Le président Félix Tshisekedi. Photo Droits Tiers

crise entre la RDC et le Rwanda s'est clôturée à Luanda (Angola), le mercredi 6 juillet 2022. Le président de la RDC, Felix Antoine Tshisekedi a échangé avec Paul Kagame président rwandais, sous la médiation du chef de l'État angolais João Lourenço.

Selon la cellule de communication de la présidence de la RDC, ce sommet qui a mis autour d'une table les trois chefs d'Etat visait à restaurer la confiance rompue entre la RDC et le Rwanda, suite à l'insécurité dans la partie Est marquée par les attaques des rebelles M23, appuyés par Kigali, d'après Kinshasa.

Une feuille de route a été adoptée dans le cadre de ce sommet. Elle stipule notamment une volonté de normalisation des relations diplomatiques entre Kinshasa et Kigali mais aussi la cessation immédiate des hostilités et le retrait immédiat et sans condition du M23 de ses positions en RDC.

La tripartite a décidé d'un processus de désescalade entre la RDC et le Rwanda. Cet objectif se fera graduellement via une feuille de route dite de Luanda axée sur la relance de la commission mixte RDC-Rwanda. Ce mécanisme de concertation permanente entre les deux pays était mis en veilleuse depuis plusieurs années, renseigne la presse présidentielle.

La tripartite de Luanda a décidé que cette commission va tenir sa première rencontre le 12 juillet prochain dans la capitale angolaise. Aussi, la feuille de route recommande le retour dans leur pays d'origine des réfugiés et précise également que toute exploitation des ressources naturelles doit

dence de la RDC.

## Un sommet de "vérité"

Pour Kinshasa, le Rwanda doit être sincère et reconnaître son soutien au mouvement du 23 mars (M23). Dans une interview avec le média Financial Times rendue publique le mercredi 06 juillet, le président Félix Tshisekedi a déclaré que le Congo ne restera pas les bras croisés face à l'agression dont elle est victime. Dans cette sortie médiatique, il a évoqué la possibilité de mener la guerre contre le Rwanda qui attaque la partie Est de la RDC, depuis quelques semaines, sous le couvert du groupe rebelle M23.

" Cette possibilité [la guerre, ndlr]



Le président Paul Kagame. Photo Droits Tiers

ne peut être exclue. Si la provocation du Rwanda continue, nous ne restons pas assis sans rien faire. Nous ne sommes pas faibles ", a-t-il dit.

" Si le Rwanda reconnaît qu'il a soutenu le M23 et pourquoi il soutient ce mouvement, ce serait sincère. Nous pourrions ensuite discuter et mettre tout cela sur la table. Si le Rwanda refusait d'admettre qu'il soutenait le M23, cela signifierait qu'il y a un agenda caché ", a-t-il ajouté dans les colonnes de Financial Times.

## "Entente parfaite"

Le président angolais, João Lourenço, facilitateur de ce dialogue, a parlé des résultats positifs obtenus au cours de cette rencontre.

"Je suis heureux d'annoncer que

lui existant au niveau de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs", a-t-il déclaré.

Par conséquent, il a été décidé, la création d'un mécanisme ad hoc, qui sera dirigé par un officier général angolais. "En outre, nous voudrions souligner le fait que nous avons convenu de tenir une réunion de la Commission mixte entre les deux pays qui s'est réunie pour la dernière fois, il y a longtemps, dans la ville de Kigali et qui devrait se réunir lorsque l'environnement sera favorable, dans la ville de Kinshasa", a ajouté le président angolais.

"Mais pour rétablir la confiance perdue entre les deux pays, la RDC et le Rwanda, cette première réunion de la Commission mixte aura lieu dans la ville de Luanda en Angola, mardi prochain, le 12 juillet. Il y a donc eu une entente parfaite entre nous, entre les trois chefs d'Etat, qui a abouti aux résultats que je viens d'annoncer", a-t-il conclu.

Après cette tripartite dite de "vérité", révèle la source, les présidents João Lourenço, Félix Tshisekedi et Paul Kagame n'ont pas signé de communiqué final mais ils se sont plutôt exprimés devant la presse venue couvrir cette rencontre.

Arrivé à Luanda en début de soirée de mardi 5 juin, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a regagné Kinshasa, le mercredi 6 juillet dans l'après-midi.

DMK